

20240108 Le Monde

https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/01/08/hebergement-d-urgence-un-financement-supplementaire-debloque-alors-que-le-froid-gagne-le-pays_6209725_3224.html

Hébergement d'urgence : un financement supplémentaire débloqué alors que le froid gagne le pays

Parallèlement au classement de 43 départements en vigilance jaune « grand froid », lundi 8 janvier, le ministre délégué au logement a annoncé l'octroi d'une enveloppe de 120 millions d'euros.

Par [Véronique Chocron](#)

Article réservé aux abonnés



Des familles quittent un hôtel où elles étaient hébergées, à Lyon, le 8 janvier 2024. JEFF PACHOUD/AFP

L'épisode de froid intense qui a gagné la France a eu raison de l'inflexibilité du gouvernement sur la création de places d'hébergement supplémentaires. Concomitamment au classement, lundi 8 janvier, de quarante-trois départements en vigilance jaune « grand froid » (deuxième niveau sur quatre) par Météo-France, le ministre délégué au logement, Patrice Vergriete, a annoncé le déblocage d'une enveloppe supplémentaire de 120 millions d'euros pour l'hébergement d'urgence.

Cette rallonge correspond en théorie à 10 000 places supplémentaires, mais « *le but du jeu n'est pas de créer toujours plus de places* », a précisé le ministre, qui visitait un centre d'accueil de jour dans le 15^e arrondissement de Paris.

L'enveloppe servira en priorité à répondre aux besoins les plus urgents, pour accueillir des femmes et des enfants à la rue, le nombre de ces derniers ayant été estimé à près de 3 000 en octobre 2023 par l'Unicef et la Fédération des acteurs de la solidarité.

Cette somme devra aussi permettre de réformer « *en profondeur le système d'hébergement d'urgence* » par « *une meilleure coordination avec les collectivités locales* » et d'agir « *en amont et en aval* », en évitant « *que les gens ne rentrent dans l'hébergement d'urgence, en prévenant les expulsions* » et en « *accélérant leur sortie du dispositif* », a précisé le ministre. Un objectif très ambitieux, alors que la France traverse une profonde crise du logement.

« Politique au thermomètre »

Le directeur des études de la Fondation Abbé Pierre, Manuel Domergue, a aussitôt regretté ce qu'il qualifie de « *politique au thermomètre* ». « *Si cette enveloppe permet d'obtenir quelques milliers de places d'hébergement, c'est bon à prendre, dit-il, mais voir le gouvernement, qui était intransigeant, craquer lorsque la température tombe sous zéro, c'est désolant en matière de politique publique.* »

Lire aussi le reportage : Article réservé à nos abonnés [Passer des années en hébergement d'urgence : « Tout ce que l'on possède se trouve dans des cabas, comme si l'on partait demain. Et l'on ne sait pas si l'on part demain »](#)

Pour l'association Droit au logement, « *ces 120 millions d'euros de rallonge annoncés face au froid, ne sont que des miettes, alors que le nombre de sans-abri ne cesse de grandir en France, jetés à la rue par la cherté du logement* ».

Dans le détail, ces 120 millions d'euros viennent s'ajouter aux 2,9 milliards budgétés dans la loi de finances 2024 pour l'hébergement et le parcours vers le logement, qui permettent déjà de financer 203 000 places d'hébergement d'urgence.

Pourtant, en dépit de cette rallonge, le budget restera encore inférieur aux crédits réellement consommés en 2023 (3,1 milliards d'euros). Le gouvernement misait en effet initialement sur une trajectoire nettement baissière, en retenant l'hypothèse d'une meilleure intégration des personnes sans domicile dans le logement.

Trajectoire baissière « peu vraisemblable »

Dans un avis datant du 29 novembre 2023, la commission des affaires sociales du Sénat avait jugé cette trajectoire baissière « *peu vraisemblable en l'absence d'une inflexion de la politique du logement et dans un contexte d'augmentation des coûts des structures d'hébergement et de crises internationales entraînant des flux migratoires* ».

« *Le budget était insincère, le gouvernement savait qu'il ne tiendrait pas l'année avec 2,9 milliards d'euros, estime Manuel Domergue, c'est pourquoi ce n'est pas tant le montant de la rallonge qui importe, que le nombre de places créées.* » Pour la Fondation Abbé Pierre, il en faudrait 10 000, « *non pas que l'on aime l'hébergement d'urgence, nous préférerions des logements pérennes, mais on ne peut pas aujourd'hui espérer trouver rapidement un logement* ».

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Création de logements sociaux : un nombre record de communes sont « hors la loi »](#)

Le ministère défend de son côté son bilan : le nombre de places en hébergement d'urgence, hors dispositif grand froid, est passé de 198 000 au 1^{er} janvier 2023 à 203 000 aujourd'hui, « *contre 93 000 il y a dix ans* ». **Par ailleurs, 440 000 personnes auraient accédé à un logement pérenne dans le cadre du premier plan [« Logement d'abord »](#), courant de 2018 à 2022.**

Le ministre délégué au logement a également annoncé lundi, de manière plus temporaire, le lancement du [plan « grand froid »](#) par l'ensemble des préfectures concernées, un dispositif activé en lien avec Météo-France, qui prévoit un temps froid toute la semaine, avec des gelées nocturnes, parfois fortes, sur la majeure partie du pays. Ce plan permet de « *renforcer la*

vigilance de l'ensemble des acteurs de la solidarité », d'intensifier des maraudes et de mobiliser des moyens exceptionnels d'hébergement temporaire, comme des gymnases.

Véronique Chocron